

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au député?

Une voix: Asseyez-vous.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Gillies: On ne peut s'attendre à ce que les Canadiens croient ou acceptent—et ils ne le devraient pas—que, dans notre pays, compte tenu de nos ressources énergétiques et autres, il nous faille tolérer un taux d'inflation comparable à celui d'autres pays. Quand un gouvernement canadien dit que notre taux d'inflation se compare à celui d'autres pays, il admet son échec. Vu les ressources dont nous disposons, notre potentiel industriel et notre force comme une des plus grandes nations agricoles du monde, il est tout à fait inacceptable que nous ne puissions pas contenir notre taux d'inflation.

Nous n'avons vu, et je le dis en pesant bien mes mots, aucune approche audacieuse du problème de l'inflation. Le gouvernement semble croire que l'économie fonctionne aujourd'hui comme au début des années 50. Les économies de nos jours sont tout à fait différentes. La psychose inflationniste dans l'économie a certes évolué. La structure du marché a également changé. Cependant, nous rafistolons encore croyant que nous pouvons régler nos problèmes en haussant les taux d'intérêt qui sont de nature inflationniste et en modifiant la structure fiscale qui active l'inflation. Puis nous nous demandons pourquoi l'inflation s'accroît et nous prétendons qu'elle provient de l'étranger.

Si nous voulons régler ce problème, nous devons adopter des politiques qui tiennent compte du fait que pour accroître l'offre sans avoir à modérer la demande des consommateurs, il faut adopter une politique quelconque des revenus ou une politique qui permettra de combler l'écart entre le moment où la demande est stimulée et l'offre augmente pour y répondre. A défaut de programmes de ce genre, l'inflation galope comme nous nous en sommes aperçus l'an dernier et cette année. Parce que nous n'avons pas la politique voulue, une inflation générale s'infiltré dans notre économie qui deviendra l'une des plus axées sur les coûts au monde. Nous vendons nos produits aujourd'hui parce que la demande de nos ressources naturelles existe. Mais à moins de ralentir notre taux d'inflation, nous allons aboutir à une économie de coûts sensiblement plus élevés que presque tous nos associés commerciaux. Cela ne sera-t-il pas tragique?

Les ministériels ne croient pas, je le sais, que le problème est aussi grave que le pensent certains d'entre nous. Du moins, ils ne semblent pas croire que le problème est tellement grave. Vous voyez, lorsque certaines de nos institutions disparaissent, comme le marché des valeurs mobilières, quand les obligations ne se vendent pas parce que le taux d'inflation est supérieur au taux de l'intérêt, lorsque des centaines de milliers de personnes craignent l'avenir, lorsque les gens s'inquiètent de leurs polices d'assurance et de leurs programmes de pension, le pays se trouve devant une situation désespérée qui exige une intervention dynamique pour être matée. Aujourd'hui, par l'intermédiaire de leurs représentants à la Chambre, les Canadiens ont indiqué qu'ils ne croyaient plus que le

Le budget—M. Sharp

gouvernement avait l'imagination et la volonté nécessaires pour mater l'inflation.

Hier soir, c'est avec plus de tristesse que de colère que j'ai écouté l'exposé budgétaire, car il est inconcevable qu'après avoir suivi pendant un an une politique qui a fait monter le taux d'inflation à son plus haut niveau en temps de paix, le gouvernement persiste encore à vouloir appliquer la même politique. C'est absolument incroyable. Le problème primordial au Canada aujourd'hui est l'inflation. C'est celui auquel personne n'échappe et qui sera la grande question sur laquelle porterait la campagne électorale. Il faut que notre pays soit sûr d'avoir un gouvernement qui se soucie de son sort, qui a l'imagination et la volonté nécessaires pour s'attaquer à ce problème d'une façon résolue. Le peuple canadien ne fait plus confiance au gouvernement actuel qui perd son temps à hausser les taux d'intérêt, à faire varier la masse monétaire à court terme, à poser un cataplasme ici ou là pour lutter contre l'inflation. Les Canadiens ont parfaitement raison. Il ne fait plus l'affaire. Ce qu'il nous faut, c'est un nouveau gouvernement fort qui s'attaque à ce problème.

● (2150)

Des voix: Bravo!

M. Gillies: La seule perspective qui puisse encourager tous les Canadiens ce soir, c'est que nous allons l'avoir très bientôt.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur adjoint: Il reste environ une minute au député de Don Valley (M. Gillies). Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) désire poser une question.

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je voudrais avoir la parole.

M. l'Orateur adjoint: Dans quel but?

M. Sharp: Pour poursuivre le débat.

Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) invoque le Règlement.

M. Nystrom: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'avais l'impression qu'avec le système de roulement, c'était à mon tour de prendre la parole. Je m'en remets bien sûr à la décision de Votre Honneur.

M. l'Orateur adjoint: Puis-je avoir 10 secondes pour régler ce problème? J'aimerais faire les choses dans les règles. A la réflexion, la présidence donne la parole au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme mes collègues, le ministre des Finances (M. Turner) et le président du Conseil du Trésor (M. Drury), j'ai écouté très attentivement le discours prononcé ce soir par le député de Don Valley (M. Gillies). Son discours m'a fait penser au film: «Le candidat». Le candidat en question avait réussi à se faire élire en disant simplement qu'il devait y avoir une meilleure façon de s'y prendre.